Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE L'AUDE**

direction
départementale
des Territoires
et de la Mer

**Aude**

service
urbanisme
environnement et
développement
des territoires

Unité
Politiques
Publiques et
Planification

# COMMUNE DE VILLEMOUSTAUSSOU

# PORTER A CONNAISSANCE

## ANALYSE TERRITORIALE

**horaires d'ouverture :**
8 h. 30 – 12 heures
14 heures – 16 h.30
- 16 h. le vendredi

**Siège** :
105 boulevard Barbès
CS 40001
11838 Carcassonne cedex

téléphone :
04 68 10 31 00
télécopie :
04 68 71 24 46
courriel : ddtm@aude.gouv.fr

SEPTEMBRE 2015

# SOMMAIRE

SYNTHÈSE DES ENJEUX....3
ANALYSE TERRITORIALE....4
1 - Document d'urbanisme en vigueur....4
2 - Données communales....4
2.1 - Grands paysages....4
2.2 - Patrimoine....5
2.2.1 - Sites....5
2.2.2 - Charte du Canal du Midi....5
2.3 - Secteurs environnementaux identifiés et protégés....6
2.3.1 - Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique....6
2.3.2 - Installations Classées au titre de la Protection de l'Environnement (ICPE)....7
2.4 - Risques présents sur la commune....7
2.4.1 - Risque inondation....7
2.4.2 - Risque sismique....7
2.4.3 - Risque transport de matières dangereuses....7
2.5 - Gestion durable des eaux....7
2.5.1 - SDAGE....7
2.5.2 - SAGE....8
2.5.3 - Captages AEP....8
2.6 - Économie....9
2.6.1 - Population active – emploi....9
2.6.2 - Établissements et entreprises....9
2.6.3 - Tourisme....9
2.6.4 - Commerces....9
2.6.5 - Services....10
2.6.6 - Agriculture et agro-alimentaire....10
2.6.7 - Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (PPRDF)....12
2.7 - Démographie....13
2.8 - Habitat – logements....13
2.8.1 - Structuration des logements....14
2.8.2 - Dynamique de construction....14
2.8.3 - Le Parc Privé Potentiellement Indigne....15
2.8.4 - Précarité énergétique....15
2.9 - Consommation des sols entre 1999 et 2011....15
2.10 - Équipements communaux....16
2.10.1 - Réseaux....16
2.10.2 - Bâtiments communaux....16
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES....17

# Synthèse des enjeux

Les données communales ci-après font ressortir les enjeux suivants :

***Grands paysages :***

*Le projet devra prendre en compte les grands paysages. L'étude paysagère à mener permettra de déterminer le traitement des entrées de ville et des limites urbaines actuelles et à venir. Une analyse particulière du projet vis-à-vis du canal du midi sera à produire, pour garantir la meilleure insertion paysagère par rapport à ce site classé.*

***Environnement – biodiversité :***

*Le projet veillera donc à trouver des possibilités d'urbanisation sans impacter fortement les espaces naturels remarquables (ZNIEFF de type 2).*

*Les principes sont d'éviter, réduire et compenser (en dernier lieu) les impacts du projet sur l'environnement.*

***Prise en compte des risques :***

*Le projet veillera à ne pas autoriser de constructions dans les secteurs impactés.*

***Gestion durable des eaux :***

*Le projet devra prendre en compte le SDAGE et notamment veillera à la qualité des milieux aquatiques.*

***Démographie :***

*La taille des ménages diminue et la population a tendance à augmenter à cause de flux migratoires. Cependant, cette population augmente plus dans les classes d'âge les plus élevées. Des services adaptés aux populations âgées peuvent être réfléchies dans le cadre du projet, en accord avec les objectifs du SCOT.*

***Économie – services :***

*Le document d'urbanisme devra prendre en compte les besoins en matière d'emploi, de transport et de services.*

***Agriculture***

*Le projet, en respectant les densités demandées au SCOT aura un usage économe des sols. Cependant, il conviendra de vérifier que l'urbanisation sur des terres agricoles ne vient pas perturber le fonctionnement d'une exploitation agricole.*

***Habitat – logements :***

*Le document d'urbanisme devra prendre en compte les besoins en matière d'habitat en intégrant la diversité des fonctions urbaines avec l'habitat et la mixité des types d'habitat.*

*La commune doit notamment rattraper son retard en matière de logements sociaux (au moins 250 à réaliser).*

***Consommation des sols :***

*Le projet devra être particulièrement économe dans son usage des sols. Une densification de la partie Nord de la commune, actuellement urbanisée, pourra être envisagée.*

***Équipements communaux :***

*En fonction du projet retenu par la collectivité, il sera nécessaire d'analyser les capacités d'accueil des équipements communaux.*

# Analyse territoriale

## 1 - DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

| SCOT | Document en vigueur | Procédure en cours |
|---|---|---|
| Carcassonnais<br>Approuvé le 16/11/2012 | PLU<br>Approuvé le 03/11/2005 | Révision du PLU |

## 2 - DONNÉES COMMUNALES

### 2.1 - Grands paysages

Il est impératif qu'une étude paysagère fine détermine les enjeux paysagers réels et permette de localiser les terrains susceptibles de supporter les extensions d'urbanisation ainsi que les conditions de réalisation de celles-ci.

Le diagnostic comportera:

- des vues paysagères de l'extérieur vers l'intérieur du village: vues générales et systématiques, vues particulières, à forts enjeux patrimoniaux, vues dynamiques (sur une route), en séquence (une suite de collines), en fenêtres (un cadrage unique et particulier), etc …
- de vues paysagères de l'intérieur vers l'extérieur du village: un ou plusieurs points seront peut-être nécessaires. Une vue panoramique à 360° sera effectuée en prenant soin que le relief se détache nettement (ombres propres et portées).
- Une étude de l'histoire de la constitution du village
- une analyse des documents existants en s'attachant à déterminer ce qui est positif, ce qui manque de précisions et ce qui est contraire aux objectifs de préservation du patrimoine.
- La recherche des enjeux patrimoniaux en termes d'architecture, d'urbanisme et et paysage.
- Une carte comportant l'étude du bulbe de co-visibilité de chaque monument historique et de chaque enjeu patrimonial avec son environnement proche et lointain.
- Une carte repérant les principaux points identifiés comme étant des enjeux patrimoniaux, architecturaux, urbains ou paysagers.
- Des vues photographiques de l'intérieur du village, des rues, des places (sous différents angles), des immeubles les plus intéressants, des points localisés comme étant des enjeux patrimoniaux( fontaine, puits, banc, un ou plusieurs arbres, …).

Les éléments ci-dessous sont issus de l'atlas des paysages de la DREAL, consultable à :

http://atlas.dreal-languedoc-roussillon.fr/Aude/default1.asp

9. La plaine vallonnée du Carcassès
Au coeur du sillon audois, la plaine du Carcassès s'étend entre les reliefs du Cabardès au nord, les collines du Bas-Minervois à l'est, les versants des Corbières et de la Malepère au sud ; elle s'adoucit peu à peu vers la plaine du Lauragais à l'ouest. Cette position centrale est occupée par Carcassonne, préfecture de l'Aude, au carrefour de plusieurs pays : aux portes de la vallée de l'Aude, à la croisée du Cabardès, du Lauragais, du Minervois, des Corbières, du Limouxin et du Razès. Cette plaine forme aussi un espace de transition entre la grande plaine viticole de l'Aude à l'est, et les plaines et collines céréalières du Lauragais à l'ouest : le climat change ici, passant sensiblement de l'aridité méditerranéenne à l'humidité océanique, les champs labourés côtoyant les vignes, les pinèdes se mélangeant aux bois de feuillus.
La plaine vallonnée du Carcassès forme ainsi un ensemble s'allongeant sur 20 kilomètres d'est en ouest pour 10 kilomètres du nord au sud. En son centre, Carcassonne, bien que de taille modeste avec 46 000 habitants, connaît une certaine dynamique et la pression urbaine marque les paysages autour de la ville et dans les villages des alentours.

Enjeux de protection/préservation
Les vues sur la Cité : préservation et gestion des espaces ouverts non bâtis, identification et mise en valeur des points de vue
Les abords des infrastructures : maîtrise de l'urbanisation linéaire le long des routes, gestion de la végétation dans les axes de vues, développement des circulations douces, marquage des entrées/sorties des bourgs, préservation des espaces de respirations (coupures d'urbanisation)

Enjeux de valorisation/création
Les abords des cours d'eau : valorisation des berges des cours d'eau, accessibilité, gestion des ripisylves
Les bâtiments agricoles dans la plaine : maîtrise de leur implantation et de leur aspect
Les centres anciens des villages : confortement des centralités, aménagement des espaces publics, rénovation du bâti, mise en valeur du patrimoine architectural et urbain
Le Canal du Midi : valoriser les ports de plaisance de Carcassonne et Trèbes, gestion des arbres d'alignements, plan global pour l'abattage des arbres malades et la replantation
Le site de Trèbes entre l'Aude, l'Orbiel et le Canal du Midi : traitement des berges de l'Aude, aménagement des quais du canal, accessibilité des berges de l'Aude et de l'Orbiel, aménagement des abords du centre ancien "encerclé d'eau" (Aude au sud, Orbiel à l'ouest et canal à l'est)

Enjeux de réhabilitation/requalification
Les entrées/sorties des bourgs et des villages marquées par l'urbanisation récente : requalification architecturale des bâtiments d'activités, traitement arboré des bords des routes, maîtrise des clôtures, maîtrise des enseignes et panneaux publicitaires, .
Les limites d'urbanisation, le contact entre urbanisation et espace agricole : requalification des limites d'urbanisation, traitement arboré des franges, ...
Le paysage des grandes infrastructures (RN 113, RD 118 et rocade) : requalification des abords des routes, plantation d'arbres d'alignement, recul des zones d'activités, dégagement des vues, enfouissement des réseaux, ...

## 2.2 - Patrimoine

*La restauration du patrimoine ancien doit se faire dans le respect de son caractère. Ainsi, le règlement concernant l'aspect extérieur devra être précis. A cette fin, vous pourrez **associer le STAP et le CAUE** à la rédaction de cette partie du document.*

### 2.2.1 - Sites

Site classé - Le Canal du Midi

### 2.2.2 - Charte du Canal du Midi

*Il importe de préserver le caractère rural de la zone sensible et par conséquent éviter tout nouveau projet d'urbanisation dans ce secteur.*

*Dans les secteurs bâtis, la « façade » tournée vers le Canal contribue à la valeur patrimoniale de l'ensemble ; elle bénéficie de l'image positive du site et doit par conséquent être conçue ou réhabilitée de manière à valoriser le site.*

La charte du canal du midi constitue le «point de vue de l'État», à travers lequel sont exprimés la responsabilité et l'engagement pris par l'État devant l'opinion internationale, pour transmettre ce bien inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco.

La « charte inter-services relative à l'insertion paysagère et architecturale du Canal du Midi » est le document de référence qui présente et justifie les principaux éléments d'argumentaire du « point de vue » des services de l'État concernés.

Les grands principes qui guident tous les documents d'urbanisme concernés par le Canal du Midi

- Équilibre,
- Diversité des fonctions,
- Utilisation économe et équilibrée des espaces.

se retrouvent dans les concepts développés dans la charte, c'est-à-dire :

- un patrimoine territorial.
  - Pour sauvegarder l'unité de conception,
  - Pour sauvegarder le système hydraulique,
  - Pour développer une politique de mise en valeur et de sauvegarde de ce patrimoine complexe et adapter les compétences des administrations et des grands services de l'État.
- un parc linéaire.
  - Pour une nouvelle vision du territoire dans laquelle le bassin du Canal jouerait un rôle complémentaire aux développements urbains prévisibles.
  - Pour créer un espace inaltérable, mais aussi indispensable aux villes.

- Pour résister aux pressions urbaines, il serait conçu comme l'ossature, la «colonne vertébrale » de l'aménagement du territoire.
- Pour créer l'élément de l'unité, le lien physique, l'expression concrète de ce qui rassemble les deux régions, les quatre départements et l'État.

- une zone d'exclusion des grands ouvrages.
  - Pour sauvegarder l'échelle des grands paysages à caractère agricole, les étendues, les grandes distances sans autres ouvrages que ceux du canal.
  - Pour sauvegarder le caractère des paysages spécifiques au bassin du canal, qui ont été identifiés dans la zone sensible et la zone d'influence.
- une capacité d'accueil des sites et des ouvrages à apprécier, pour limiter, organiser, et concevoir le développement touristique du Canal du Midi.
  - Pour garantir le bon fonctionnement des ouvrages et la recherche d'une gestion équilibrée de la navigation de plaisance.
  - Pour limiter l'exploitation d'un lieu, en fonction de la capacité d'accueil, dans le domaine de l'exploitation touristique et de l'expansion urbaine.

Un extrait de ce document est joint au présent porter à connaissance, le document exhaustif restant à votre disposition si nécessaire.

Il est proposé à la commune de mettre en oeuvre les principes ci-dessous :

La commune est située dans la Vallée de l'Aude.
Les orientations générales et les objectifs sont décrits au 3.2.7 de la Charte interservices relative à l'insertion paysagère et architecturale Du Canal du Midi.
Objectif général:
Préserver le paysage viticole largement ouvert de la vallée dans lequel s'inscrivent l'Aude et le canal
Orientations:
La vocation générale de la zone sensible dans la vallée de l'Aude est d'assurer des fonctions complémentaires aux fonctions urbaines de la ville. Cette complémentarité contribuera à la sauvegarde et à la mise en valeur des espaces non bâtis et des espaces naturels proches du Canal du Midi et des villes, en cohérence avec une croissance maîtrisée de l'urbanisme. Le « parc linéaire » trouverait ainsi une application concrète.
La zone sensible n'a pas vocation à accueillir les grands ouvrages (type bâtiments de dimensions exceptionnelles, éolien, etc...),
Pour la zone d'influence, les conditions d'implantation et d'insertion des grands ouvrages au regard des sensibilités du Canal du Midi, devront être définies dans les documents d'urbanisme
Le développement du tourisme le long du Canal respectera la capacité d'accueil de l'ouvrage et de la zone tampon.
Orientations particulières par site (qui pourront être complétées):
- Entre Carcassonne et Trèbes les coteaux en rive droite de l'Aude (commune de Berriac) et les abords de la RN 113 sont soumis à une forte péri urbanisation (zone commerciale et d'activités, pavillonnaire, équipement, zone industrielle de Trèbes) veiller à une meilleure composition urbaine et insertion de l'urbanisation de ce secteur en zone d'influence.
- Trèbes – Application dans le PLU et mise en oeuvre sur le site de l'étude existante de valorisation et de gestion du Canal du port à l'écluse et au moulin. Par ailleurs le patrimoine bâti et paysager de la commune relève d'une étude détaillée et d'une procédure adaptée de gestion (type ZPPAUP). Réhabilitation de la zone industrielle de Cairat
- Marseillette – Gestion de l'extension bâtie et requalification des activités de la zone des Lombards à l'entrée de ville ouest. Projet de classement de l'étang de Marseillette
- Puichéric – Préservation d'un recul entre le Canal et la ville. Densification du développement urbain dans la façade bâtie actuelle
- La Redorte – Etude en cours sur l'aménagement du port et des quais au droit du canal. Le patrimoine bâti du bourg relève d'une étude détaillée et d'une procédure adaptée de gestion (type ZPPAUP).
- Azille – Valorisation du patrimoine bâti remarquable du domaine de Jouar. Le patrimoine bâti et paysager de la commune relève d'une étude détaillée et d'une procédure adaptée de gestion (type ZPPAUP).
- Homps – Traitement qualitatif et accompagnement paysager de la ZAC au droit du canal. Maintien de la silhouette et de la qualité de la façade bâtie de la ville.
- Argens-Minervois – Contraindre l'urbanisation dans les limites actuelles. Préservation de la silhouette bâtie. Traitement paysager de la station d'épuration.
- Pour l'ensemble des bourgs ; Trèbes, Marseillette, Homps, Argens-Minervois : Valorisation et restauration des façades bâties perçues depuis le Canal ainsi que les silhouettes bâties des bourgs de Villedubert, Trèbes, Puichéric, Azille. Plus globalement préservation du caractère Méditerranéen des villages, habitat groupé homogène et dense (échelle, architecture, couleur…) par le contrôle de leur développement et restauration.

## 2.3 - Secteurs environnementaux identifiés et protégés

Les secteurs environnementaux identifiés sur la commune sont les suivants:

### 2.3.1 - Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

Les fiches ZNIEFF recensent les espèces animales et végétales déterminantes et remarquables qu'il est nécessaire de prendre en compte dans le projet.

Parmi ces espèces, certaines sont PROTEGEES et ne peuvent être détruites.

Le projet doit utilement évoluer pour ne pas mettre en danger les espèces recensées.

**ZNIEFF DE TYPE 2**

1113-0000 - Zone agricole du nord Carcassonnais
Les données sont consultables à:
http://irlr-app.dreal-languedoc-roussillon.fr/~addsd/ZNIEFF/pdf/znieff_1113-0000.pdf

### 2.3.2 - INSTALLATIONS CLASSÉES AU TITRE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

A l'intérieur de ces zones affectées à des travaux miniers, l'interdiction de construire s'impose lorsqu'aucune étude n'est disponible. A défaut, il convient au minimum que toute édification ou tout affouillement notable soient assortis de l'avis préalable d'un homme de l'art, afin d'une part, que les travaux soient réalisés sans risque et d'autre part, que la pérennité des ouvrages envisagés soit assurée. La commune a été destinataire d'un dossier d'arrêt définitif dans lequel les renseignements relatifs aux mouvements de terrains sont stipulés. (selon les cas).

De même, le plan local d'urbanisme admettra dans chacune des différentes zones, les installations classées nécessaires à l'activité de la zone, à la collectivité urbaine ainsi que celles liées aux exploitations de carrières dans les zones ou celles-ci seront autorisées.

Enfin, il conviendra de prendre en compte dans le règlement les caves coopératives ou particulières produisant plus de 500 hectolitres et soumises à la réglementation des installations classées.

## 2.4 - Risques présents sur la commune

Le document d'urbanisme doit indiquer les risques dans le zonage et le règlement.

La commune est soumise aux risques suivants:

### 2.4.1 - RISQUE INONDATION

La commune est dotée d'une plan de prévention des risques d'inondation (PPRi)

PPRI du Trapel, approuvé par Arrêté Préfectoral n°2003-3623 le 22/12/03
PPRI du Fresquel approuvé par arrêté préfectoral du 30-11-2010
PSS de l'Aude approuvé le 02/12/1949 PSS du Fresquel approuvé le 02/11/1960

- Le document d'urbanisme devra tenir compte du règlement du PPRi.

### 2.4.2 - RISQUE SISMIQUE

Le territoire est concerné par les règles parasismiques (zone de sismicité modérée à faible) par :

Décret 2010-1255 du 22/10/2010
Classement en zone de sismicité très faible

Le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement a établi une campagne d'information quant à ce risque. Le support est téléchargeable à:

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/DGALN_plaquette_MEDDTL_reglementation_parasismique_0111.pdf

### 2.4.3 - RISQUE TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES

Sur les axes :

RD118
RD101
RD201

Il vous appartient d'introduire dans le règlement de zones jouxtant ces risques des mesures de protection adaptées.

Le rapport de présentation devra mentionner l'existence de ces risques et justifier les dispositions prévues par votre projet de plan local d'urbanisme, conformément aux dispositions de l'article R.123-2 du code de l'urbanisme.

## 2.5 - Gestion durable des eaux

En vertu de l'article L123-1 du Code de l'Urbanisme, le plan local d'urbanisme doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code.

### 2.5.1 - SDAGE

La commune est concernée par le SDAGE du Bassin Rhône Méditerranée approuvé par arrêté du 20/11/2009 publié au JO du 17/12/2009.

Les objectifs de ce SDAGE sont :

1 – Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

2 – Concrétiser le principe de non-dégradation des milieux aquatiques

3 – Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en oeuvre des objectifs environnementaux

4 – Renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau

5 – lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les substances dangereuses et la protection de la santé

6 – Préserver et redévelopper les fonctionnalités des bassins et des milieux aquatiques

7 – Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

8 – Gérer les risques inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

*L'agence de bassin a élaboré un guide méthodologique pour que les documents d'urbanisme intègrent correctement les éléments à prendre en compte au titre du SDAGE, que ce soit dans le domaine de la lutte contre les pollutions, la préservation des milieux aquatiques, l'eau potable, la prévention des inondations, ou bien encore la gestion du littoral marin.*

Le SDAGE prévoit les mesures suivantes pour les masses d'eau qui concernent le territoire :

CO_17_01 - Affluents Aude médiane Catégorie : Cours d'eau Les données sont consultables à : http://sierm.eaurmc.fr/geo-sdage/synthese-fiches.php?codeFiche=CO_17_01&typeFiche=SB

CO_17_07 - Fresquel
Catégorie : Cours d'eau
Les données sont consultables à :
http://sierm.eaurmc.fr/geo-sdage/synthese-fiches.php?codeFiche=CO_17_07&typeFiche=SB

FRDG310 - Alluvions de l'Aude
Catégorie : Eaux souterraines
Les données sont consultables à :
http://sierm.eaurmc.fr/geo-sdage/synthese-fiches.php?codeFiche=FRDG310&typeFiche=SB

FRDG509 - Formations tertiaires BV Aude et alluvions de la Berre
Catégorie : Eaux souterraines
Les données sont consultables à :
http://sierm.eaurmc.fr/geo-sdage/synthese-fiches.php?codeFiche=FRDG509&typeFiche=SB

FRDR3109 - Canal du Midi
Catégorie : Canaux
Les données sont consultables à :
http://sierm.eaurmc.fr/geo-sdage/synthese-fiches.php?codeFiche=FRDR3109&typeFiche=SB

### 2.5.2 - SAGE

Le territoire est concerné par le SAGE suivant :

SAGE du Fresquel (en émergence)
Porté par le SMMAR

### 2.5.3 - CAPTAGES AEP

Les éléments des captages de la commune sont consultables à :

http://www.ades.eaufrance.fr/ConsultationPELocalisation.aspx

Le territoire comprend les captages suivants :

PUITS GAYRAUD
CODE BSS : 10377X0018/F
Usage : AEP + usages domestiques
Entité hydrogéologique : Bas Languedoc / Carcassonnais - 557a
Masse d'eau : Formations tertiaires BV Aude et alluvions de la Berre - 6509

PUITS DU TRAPEL
CODE BSS : 10377X0024/TRAP-1
Usage : AEP + usages domestiques
Entité hydrogéologique : Bas Languedoc / Carcassonnais - 557a
Masse d'eau : Formations tertiaires BV Aude et alluvions de la Berre – 6509

## 2.6 - Économie

*Votre document d'urbanisme devra prendre en compte les besoins en matière d'habitat, d'emploi, de transport et de services en intégrant la diversité des fonctions urbaines avec l'habitat et la mixité des types d'habitat.*

*Ainsi, votre projet devra analyser les emplois présents et à créer pour permettre sa mise en oeuvre dans les meilleurs conditions sociales.*

*Par ailleurs, la création d'emplois dans un périmètre proche de la collectivité limite les déplacements domicile-travail.*

Les principales données INSEE sont reportées dans les chapitres suivants :

### 2.6.1 - Population active – emploi

La population active se compose ainsi :

| | Nombre d'actifs | Actifs occupés | Chômeurs | Inactifs |
|---|---|---|---|---|
| 2007 | 1408 | 1263 | 145 | 584 |
| 1999 | 1251 | 1107 | 137 | 572 |

Le tableau ci-dessous indique les catégories socio-professionnelles des populations de plus de 15 ans, en 1999 et 2006:

| | Agriculteurs | Artisans, commerçants, chefs d'entreprise | Cadres, professions intellectuelles supérieures | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers | Retraités | Autres |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2006 | 20 | 169 | 213 | 350 | 508 | 213 | 725 | 323 |
| 1999 | 28 | 104 | 188 | 300 | 404 | 228 | 544 | 524 |

### 2.6.2 - Établissements et entreprises

Les éléments des établissements et entreprises présents sur le territoire sont les suivants :

| | Agriculture, sylviculture et pêche | Industrie | Construction | Commerces, transports et services divers | Administration publique, enseignement, santé, action sociale | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre | 27 | 6 | 27 | 87 | 21 | 168 |
| Postes salariés | 8 | 40 | 57 | 78 | 60 | 243 |

### 2.6.3 - Tourisme

Les capacités d'accueil de la commune sont les suivantes:

| | Chambres d'hôtel | Emplacements de camping | Total |
|---|---|---|---|
| 2010 | 0 | 75 | 75 |
| 2006 | 0 | 72 | 72 |

### 2.6.4 - Commerces

Les établissements commerciaux présents sont au nombre de :

| Type de commerce | Nombre |
|---|---|
| Supérette | 1 |
| Boulangerie | 3 |
| Boucherie, charcuterie | 1 |
| Électroménager et matériel audio-vidéo | 1 |
| Fleuriste | 2 |

### 2.6.5 - SERVICES

Les services présents sur le territoire sont :

| Type de service | Nombre |
|---|---|
| Bureau de poste | 1 |
| Réparation auto et matériel agricole | 1 |
| École de conduite | 1 |
| Maçon | 8 |
| Plâtrier, peintre | 4 |
| Menuisier, charpentier, serrurier | 1 |
| Plombier, couvreur, chauffagiste | 2 |
| Électricien | 4 |
| Coiffure | 4 |
| Restaurant | 2 |
| Agence immobilière | 5 |
| Soins de beauté | 2 |

### 2.6.6 - AGRICULTURE ET AGRO-ALIMENTAIRE

Un état des lieux de la situation agricole sur le territoire est nécessaire, après une réunion avec les exploitants agricoles de la commune ou disposant de terres agricoles et résidant hors du territoire d'étude, pour identifier les éléments suivants :

- nombre et orientation technique des exploitations (OTEX)
- nombre des exploitants sans siège sur le territoire
- location des espaces classés en AOC ou AOP
- périmètre des exploitations recensées
- localisation des terres en friche
- identification et localisation des exploitations dont le chef a plus de 55 ans et dont la transmission n'est pas assurée
- précisions sur les remembrements ou aménagements fonciers ayant été conduits sur le territoire
- nombre et localisation des sièges d'exploitation
- identification et localisation des bâtiments agricoles en précisant leur type (hangar, transformation, habitat, ...), incluant ceux pouvant être source de nuisances (caves, bâtiments d'élevage, ...)
- situation des terres d'agriculture biologique et des terres irriguées et irrigables
- présence et localisation de circuits courts de distribution (points de vente, …)
- mesures économiques agricoles : subventions de la Politique Agricole Commune, Mesures Agro-Environnementales, ...
- nombre et localisation des équipements agricoles collectifs (caves coopératives, aires de lavage, silos, …)
- principales voies de circulation des engins agricoles et éventuels problèmes de sécurité routière
- principaux déplacements des animaux
- principaux risques de nuisances (bruit, odeur, traitements, poussières …)
- identification des projets agricoles ou de diversification
- ...

Ces éléments reportés sur une carte permettront de faire ressortir les principaux enjeux liés à l'agriculture, à savoir :

- maintenir les terres agricoles
  - Lors de l'élaboration du document d'urbanisme, il faudra être attentif à la valeur agronomique des terres, à la structure du parcellaire, à la présence d'équipements spécifiques (irrigation, élevage, …), à l'encépagement, à la classification des parcelles, par exemple l'agriculture biologique, de manière à maintenir l'équilibre économique des exploitations agricoles.
- prévoir le devenir des exploitations agricoles
  - Afin de conserver à la zone agricole son potentiel économique, il convient de s'attacher à ce que les découpages éventuels dont elle peut faire l'objet ne nuisent pas à son exploitation, et que les espaces agricoles résiduels soient fonctionnels du point de vue des pratiques culturales locales.

    - Il conviendra notamment, de prévoir la circulation des véhicules agricoles et considérer la réalisation des hangars agricoles potentiels en prévoyant si nécessaire une zone spécifique. Il conviendra également de recenser toutes les exploitations agricoles et étudier le potentiel de reprise éventuelle par de jeunes agriculteurs.
- réduire les nuisances
    - La commune se doit de respecter l'obligation de réciprocité concernant les conditions de distances entre l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles et les habitations et immeubles occupés par des tiers (article L.111-3 du code rural).
    - Les caves coopératives, bien qu'établissement classé, ne sont pas mentionnées dans le règlement sanitaire départemental. Il appartient donc au futur document d'urbanisme, de prévoir une distance minimale de 200 m avec les zones urbanisées afin d'éviter les nuisances sonores et olfactives et de faciliter l'accès des véhicules.
    - Afin de prendre en compte d'éventuels problèmes phytosanitaires, il conviendra d'envisager la mise en place d'une zone tampon entre la zone agricole et les zones urbanisées et urbanisables.
- aménager le territoire pour permettre le maintien et le développement de l'activité agricole (voirie, aménagements de sécurité routière, équipements collectifs à réaliser, …)
- prendre en compte les projets de développement ou de diversification.
- ...

La commune est comprise dans la petite région agricole : CORBIERES-MINERVOIS ET CARCASSES-LIMOUXIN

Les AOC recensés sur la commune sont: CABARDES

Le recensement agricole de 2010 donne les éléments suivants :

**Données de cadrage**

| | |
|---|---|
| Population totale 2009 | 272 |
| Population totale 1999 | 215 |
| *Source : Insee - recensement de la population* | |
| **Superficie agricole utilisée (SAU) communale en hectares (ha)** | |
| Parcelles localisées à la commune siège de l'exploitation agricole | 365 |
| Parcelles (des exploitations agricoles) localisées sur la commune (estimation statistique de la SAU communale des expl agricoles - traitement Srise LR d'après RA2010, CVI - parcellaire, ASP - S2jaune) | 332 |
| indicateur de qualité (1 : correct, 2 : moyen) | 1 |
| Otex de la commune en 2010 | Viticulture |
| Otex de la commune en 2000 | Viticulture |

**Les Otex**

| | | nsemble des exploitation | | expl. "professionnelles" | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 2010 | 2000 | 2010 | 2000 |
| nombre d'expl. | Viticulture | ss | 26 | ss | 18 |
| | Fruits et autres cultures permane | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Bovins viande | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Ovins et autres herbivores | ss | 0 | ss | 0 |
| | **Toutes orientations** | **17** | **26** | **10** | **18** |
| SAU (ha) | Viticulture | ss | 407 | ss | 388 |
| | Fruits et autres cultures permane | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Bovins viande | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Ovins et autres herbivores | ss | 0 | ss | 0 |
| | **Toutes orientations** | **365** | **407** | **347** | **388** |

**Les personnes**

| Actifs agricoles permanents | nombre de personnes<br>nsemble des exploitation 2010 | 2000 | expl. "professionnelles" 2010 | 2000 |
|---|---|---|---|---|
| chefs d'exploitation et coexploitants | 17 | 28 | 10 | 20 |
| salariés permanents hors famille | ss | ss | ss | ss |

| Age du chef ou du 1er coexploitant | | nsemble des exploitation 2010 | 2000 | expl. "professionnelles" 2010 | 2000 |
|---|---|---|---|---|---|
| nombre d'expl. | moins de 40 ans | ss | 6 | ss | ss |
| | 40 à moins de 50 ans | ss | 7 | ss | ss |
| | 50 à moins de 60 ans | 5 | 9 | ss | ss |
| | 60 ans ou plus | 7 | 4 | ss | ss |
| | **ensemble** | **17** | **26** | **10** | **18** |
| SAU (ha) | moins de 40 ans | ss | 95 | ss | ss |
| | 40 à moins de 50 ans | ss | 128 | ss | ss |
| | 50 à moins de 60 ans | 109 | 166 | ss | ss |
| | 60 ans ou plus | 32 | 18 | ss | ss |
| | **ensemble** | **365** | **407** | **347** | **388** |

**Les cultures**

| | | nsemble des exploitation | | expl. "professionnelles" | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 2010 | 2000 | 2010 | 2000 |
| nombre d'expl. en ayant | Céréales | ss | 0 | ss | 0 |
| | Fourrages et STH | ss | 0 | ss | 0 |
| | Légumes frais, fraises, melons | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Vignes | 16 | 26 | 9 | 18 |
| | Vergers 9 espèces (1) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | **total SAU hors arbres de Noël** | **17** | **26** | **10** | **18** |
| SAU (ha) | Céréales | ss | 0 | ss | 0 |
| | Fourrages et STH | ss | 0 | ss | 0 |
| | Légumes frais, fraises, melons | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Vignes | 167 | 368 | 153 | 356 |
| | Vergers 9 espèces (1) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | **total SAU hors arbres de Noël** | **365** | **407** | **347** | **388** |

*(1) : abricotiers, cerisiers, pêchers, pruniers, pommiers et poiriers de table, agrumes,*

**Statuts et succession**

| | | nsemble des exploitation 2010 | 2000 | expl. "professionnelles" 2010 | 2000 |
|---|---|---|---|---|---|
| nombre d'expl. | exploitations individuelles | ss | 22 | ss | 14 |
| | GAEC | 0 | ss | 0 | ss |
| | **ensemble** | **17** | **26** | **10** | **18** |
| SAU (ha) | exploitations individuelles | ss | 309 | ss | 290 |
| | GAEC | 0 | ss | 0 | ss |
| | **ensemble** | **365** | **407** | **347** | **388** |

| Qui succèdera au chef âgé de 50 ans ou | | nsemble des exploitation 2010 | 2000 | expl. "professionnelles" 2010 | 2000 |
|---|---|---|---|---|---|
| nombre d'expl. | exploitations non concernées | 5 | 13 | 5 | ss |
| | exploitations avec successeur | 3 | 5 | 0 | ss |
| | exploitations sans successeur ou inco | 9 | 8 | 5 | ss |
| | **ensemble** | **17** | **26** | **10** | **18** |

**Le cheptel**

| | | nsemble des exploitation | | expl. "professionnelles" | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 2010 | 2000 | 2010 | 2000 |
| nombre d'expl. en ayant | Bovins | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | vaches laitières | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | vaches nourrices | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Chèvres | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Brebis nourrices | ss | 0 | ss | 0 |
| | Brebis laitières | 0 | 0 | 0 | 0 |
| nombre de têtes correspondant | Bovins | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | vaches laitières | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | vaches nourrices | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Chèvres | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Brebis nourrices | ss | 0 | ss | 0 |
| | Brebis laitières | 0 | 0 | 0 | 0 |

* : exploitations moyennes et grandes

Source : DRAAF Languedoc-Roussillon - Agreste - Recensements agricoles 2000 et 2010

Pour en savoir plus : http://agreste.agriculture.gouv.fr/recensement-agricole-2010/ ou http://draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr/Recensement-agricole-2010

ss : secret statistique nd : non disponible

### 2.6.7 - Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (PPRDF)

La Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010 a institué le «plan pluriannuel régional de développement forestier qui doit définir les massifs forestiers prioritaires ainsi que les actions à mettre en oeuvre dans les cinq prochaines années.

L'objectif du Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (PPRDF) du Languedoc-Roussillon est de proposer une vision partagée pour une meilleure mobilisation et valorisation du bois, conduite par l'ensemble des acteurs concernés.

Les éléments de ce document sont consultables à :

http://draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr/Le-Plan-Pluriannuel-Regional-de,1072

## 2.7 - Démographie

*Source : INSEE*

Le projet urbain devra s'attacher à analyser l'évolution de la population et proposera les différents éléments qui permettront de garantir les éléments de mixité nécessaires à un projet équilibré.

La population des derniers recensements est de:

| 1962 | 1968 | 1975 | 1982 | 1990 | 1999 | 2006 | 2015 | Indice de jeunesse |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 947 | 1059 | 1706 | 2254 | 2729 | 2691 | 3034 | 4029 | 0,85 |
| ***Évolution en %*** | ***11,83%*** | ***61,10%*** | ***32,12%*** | ***21,07%*** | ***-1,39%*** | ***12,75%*** | ***32,79%*** | |
| ***Évolution en nombre*** | ***112*** | ***647*** | ***548*** | ***475*** | ***-38*** | ***343*** | ***995*** | |

La répartition des populations par tranche d'âge est la suivante :

| Année du recensement | Population de 0 à 14 ans | Population de 15 à 29 ans | Population de 30 à 44 ans | Population de 44 à 59ans | Population de 60 à 74 ans | Population de plus de 75 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1999 | 401 | 422 | 580 | 650 | 455 | 183 |
| 2009 | 521 | 426 | 620 | 807 | 581 | 401 |
| *Évolution en %* | *29,93%* | *0,95%* | *6,90%* | *24,15%* | *27,69%* | *119,13%* |
| *Évolution en nombre* | *120* | *4* | *40* | *157* | *126* | *218* |

Les soldes naturels et migratoires s'établissent comme ci-dessous :

| | 1968-1975 | 1975-1982 | 1982-1990 | 1990-1999 | 1999-2009 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Solde naturel | 18 | 2 | 42 | -7 | 69 | 124 |
| Solde migratoire | 629 | 546 | 433 | -31 | 487 | 2 064 |
| ***Total*** | ***647*** | ***548*** | ***475*** | ***-38*** | ***556*** | ***2 188*** |

Les ménages se composent ainsi :

| | Nombre de ménages | Ménage d'une personne | Couple sans enfant | Couple avec enfant | Famille monoparentale | Autres |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2009 | 1405 | 352 | 540 | 445 | 55 | 13 |
| 1999 | 1080 | 204 | 356 | 396 | 112 | 32 |

La taille moyenne des ménages a évolué de la façon suivante :

| 1968 | 1975 | 1982 | 1990 | 1999 | 2006 |
|---|---|---|---|---|---|
| 3,47 | 3,29 | 3,04 | 2,83 | 2,49 | 2,35 |

Le tableau ci-dessous concerne les populations de plus de 5 ans qui, 5 ans avant 2006, habitaient:

| Total population de plus de 5 ans | Dans le même logement | Dans un autre logement, sur la commune | Dans une autre commune du département | Dans un autre département de la Région | Dans une autre région | Dans un Département d'Outre-Mer | Hors métropole ou DOM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2885 | 1 937 | 198 | 427 | 39 | 242 | 11 | 31 |
| Total hors commune | | | 750 | | | | |
| soit | | | 26,00% | | | | |

## 2.8 - Habitat – logements

Votre document d'urbanisme devra prendre en compte les besoins en matière d'habitat, d'emploi, de transport et de services en intégrant la diversité des fonctions urbaines avec l'habitat et la mixité des types d'habitat.

Dans le cadre du développement durable, il conviendra d'être très attentif aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables, si sur le bâti ancien, des actions de rénovation peuvent être valablement entreprises, il conviendra de veiller à la topologie d'implantation de nouvelles constructions pour prendre en compte cet aspect (implantation par rapport au relief, orientation etc...). De même les règlements des différentes zones devront veiller à ne pas être de nature à interdire systématique (par omission) l'implantation de panneaux solaires (panneaux photovoltaïques ou autres).

### 2.8.1 - Structuration des logements

*Source : INSEE*

Au recensement 2010, la structuration des logements sur la commune est de :

| | 2010 | 1999 | 1990 | 1982 | 1975 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total | 1568 | 1155 | 1039 | 897 | 568 | 342 |
| Résidences principales | 1441 | 1079 | 963 | 741 | 519 | 305 |
| *Dont appartements* | *106* | *3* | | | | |
| Résidences secondaires | 33 | 42 | 39 | 45 | 2 | 3 |
| Logements vacants | 94 | 34 | 37 | 111 | 47 | 34 |
| Dont logements HLM | 55 | 4 | ***Données non disponibles*** | | | |
| Propriétaires résidences principales | 1130 | 892 | | | | |
| Locataires résidences principales | 289 | 150 | | | | |
| Occupants à titre gratuit RP | 23 | 37 | | | | |

*Source : INSEE*

Composition des résidences principales :

| Année | 1 pièce | 2 pièces | 3 pièces | 4 pièces | 5 pièces et plus |
|---|---|---|---|---|---|
| 2006 | 3 | 62 | 136 | 334 | 757 |
| 1999 | 5 | 44 | 93 | 331 | 606 |

Ancienneté d'emménagement :

| Moins de 2 ans | De 2 à 4 ans | De 5 à 9 ans | De 10 à 19 ans | De 20 à 29 ans | Plus de 30 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| 112 | 236 | 221 | 221 | 246 | 255 |

L'âge du parc des résidences principales est le suivant:

| | Avant 1949 | Entre 1949 et 1974 | Entre 1975 et 1989 | Entre 1990 et 2004 |
|---|---|---|---|---|
| Maisons | 190 | 292 | 435 | 216 |
| Appartements | 43 | 3 | 5 | 42 |
| Total | 233 | 295 | 440 | 258 |

Les résidences principales sans salle de bains sont au nombre de : 170,2

### 2.8.2 - Dynamique de construction

Le nombre de logements autorisés entre 2000 et 2012 sont les suivants, par type:

| Année | Logements individuels | Logements individuels groupés | Logements collectifs | Logements en résidence | Total logements | Surface totale logements | Surface moyenne logements |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2000 | 30 | 19 | 48 | 0 | 97 | 8284 | 85,4 |
| 2001 | 16 | 16 | 0 | 0 | 32 | 4 039 | 126,22 |
| 2002 | 13 | 0 | 0 | 0 | 13 | 2 301 | 177 |
| 2003 | 25 | 9 | 0 | 0 | 34 | 3 802 | 111,82 |
| 2004 | 9 | 0 | 0 | 0 | 9 | 1 330 | 147,78 |
| 2005 | 10 | 0 | 0 | 0 | 10 | 1 567 | 156,7 |
| 2006 | 31 | 19 | 0 | 0 | 50 | 7 031 | 140,62 |
| 2007 | 58 | 4 | 2 | 0 | 64 | 8 110 | 126,72 |
| 2008 | 64 | 12 | 2 | 0 | 78 | 9 261 | 118,73 |
| 2009 | 76 | 61 | 0 | 0 | 137 | 15 740 | 114,89 |
| 2010 | 85 | 12 | 4 | 0 | 101 | 11 509 | 113,95 |
| 2011 | 91 | 8 | 10 | 0 | 109 | 12 910 | 689 |
| 2012 | 55 | 2 | 7 | 0 | 64 | 7720 | 120,63 |
| **TOTAUX** | **563** | **162** | **73** | **0** | **798** | **93 604** | |
| **Moyenne** | **43,31** | **12,46** | **5,62** | **0,00** | **61,38** | **7 200** | **117,3** |

*Source : SIT@DEL*

### 2.8.3 - Le Parc Privé Potentiellement Indigne

Le parc privé potentiellement indigne (PPPI) est une méthode de pré-repérage des logements indignes qui consiste à croiser la catégorie cadastrale des logements avec les revenus des occupants à partir du fichier FILOCOM en faisant l'hypothèse que plus le logement est vétuste et son occupant modeste, plus le logement a des risques d'être indigne.

La catégorie cadastrale est un indicateur de la qualité globale des logements, utilisé par les services fiscaux pour le calcul des impôts locaux. Pour déterminer le PPPI, les logements pris en compte sont des catégories cadastrales 6, 7 ou 8, ce qui correspond aux logements considérés comme ordinaires (catégorie 6), médiocres (catégorie 7) ou très médiocres (catégorie 8).

La définition du PPPI 2007 correspond au nombre de résidences principales occupées :

- de catégorie 6 occupées par un ménage aux revenus inférieurs à 70% du seuil de pauvreté,
- de catégories 7 et 8 et occupées par un ménage au revenu inférieur à 150% du seuil de pauvreté, soit 75% du revenu médian

*Le PPPI n'est pas un chiffrage de la réalité, mais un « indicateur » qui permet de localiser les gisements où l'on doit rechercher de façon prioritaire les logements indignes par un travail de terrain avec visite des logements.*

### 2.8.4 - Précarité énergétique

| | Maisons individuelles | | Appartements | | Autres | Total RP 2007 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Combustible utilisé** | **Propriétaires** | **Locataires** | **Propriétaires** | **Locataires** | | | |
| Chauffage urbain | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| Gaz de ville | 345 | 65 | 0 | 22 | 6 | 438 | 32,61% |
| Fioul | 154 | 10 | 0 | 2 | 5 | 171 | 12,73% |
| Électricité | 399 | 79 | 5 | 68 | 8 | 559 | 41,62% |
| Gaz bouteille | 38 | 3 | 0 | 4 | 0 | 41 | 3,05% |
| Autres | 118 | 10 | 0 | 4 | 2 | 134 | 9,98% |
| **TOTAL RP** | **1054** | **167** | **5** | **100** | **21** | **1343** | |

*Source : INSEE 2007*

Une fiche, sur le site Internet de la Préfecture de l'Aude, indique, à l'échelle du département, les principales données concernant la précarité énergétique. Cette fiche est consultable à :

http://www.aude.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_sur_la_precarite_energetique_annee_2011_cle2e2fde.pdf

Les aides mobilisables de l'Agence nationale de l'Amélioration de l'Habitat sont explicitées à :

http://www.aude.gouv.fr/amelioration-de-l-habitat-anah-r250.html

L'ADEME a développé un guide de lutte contre la précarité énergétique, consultable à :

http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=23210

## 2.9 - Consommation des sols entre 1999 et 2011

L'article L110 du Code de l'urbanisme demande à gérer le sol de façon économe.

La loi Grenelle 2 demande à ce que les PLU affichent des objectifs de réduction de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Le tableau ci-dessous recense les surfaces, en hectares, des taches urbaines mesurées en 1999 et 2011 ainsi que des taches pour l'activité en 1999 et 2010.

| Tache urbaine 1999 | Tache urbaine 2011 | Evolution 99-2011 | Sur espaces artificiels | Sur espaces agricoles | Sur espaces naturels | Sur espaces aquatiques |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 257,75 | 305,98 | 48,23 | 19,13 | 28,98 | 0,13 | 0 |

Les densités qui en découlent sont les suivantes :

| Habitants/Ha en 1999 | Habitants/Ha en 2011 | Logements/Ha en 1999 | Logements/Ha en 2011 | Densité des extensions |
|---|---|---|---|---|
| 10,44 | 11,37 | 4,48 | 5,13 | 8,58 |

*Le projet devra être plus économe dans son usage des sols. Le principe est de d'abord combler les secteurs déjà urbanisés et de proposer une densité améliorée pour les futurs projets d'extension urbaine.*

# 2.10 - Équipements communaux

## 2.10.1 - Réseaux

La situation des équipements communaux est la suivante :

| Eaux Usées | Électricité, défense incendie |
|---|---|
| Nom de la STEP VILLEMOUSTAUSSOU<br>Capacité 3000 EH Pollution 2012 3325 EH<br>Rejet ruisseau du trapel (ME)<br>Exploitant VEOLIA<br>CONFORMITE 2012 Oui | Pas d'informations |

Les captages connus sur la commune sont les suivants :

| | |
|---|---|
| Nom du captage : SOURCE LES PIS<br>Type de captage : Source<br>Usage du captage : Alimentation en eau potable<br>Etat de la procédure :En cours<br>Date de la DUP :<br>Problématique :<br>Débit moyen : 80 - Débit autorisé : | Nom du captage : FORAGE COMMUNAL<br>Type de captage : Forage<br>Usage du captage : Alimentation en eau potable<br>Etat de la procédure :En cours<br>Date de la DUP :<br>Problématique :<br>Débit moyen : 0 - Débit autorisé : |

## 2.10.2 - Bâtiments communaux

En fonction du projet retenu par la collectivité, il sera nécessaire d'analyser les capacités d'accueil des bâtiments communaux et notamment l'école.

Pour cette dernière, cette analyse doit se porter sur l'ensemble des communes concernées par un regroupement pédagogique.

Les autres bâtiments feront l'objet d'une réflexion intercommunale, pour ne pas avoir à répondre à des besoins qui seraient satisfaits par ailleurs.

*Le projet devra être réalisable au titre de la capacité d'accueil des équipements mentionnés ci-dessus. Les évolutions nécessaires des équipements devront être programmées.*
*En aucun cas, le projet proposé dans un premier temps ne peut dépasser la capacité d'accueil des réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité communaux.*

# Références bibliographiques

L'atlas des paysages est consultable :
http://atlas.dreal-languedoc-roussillon.fr/aude/Default.asp
Le Guide de compatibilité SDAGE-Urbanisme est consultable à :
http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/docs/dce/sdage/docs-complementaires/guide_sdage-et-urbanisme.pdf
La base de données environnementales de la DREAL est consultable à :
http://bic.dreal-languedoc-roussillon.fr/index.php/commun/recherche/all
La cartographie dynamique de la DREAL est consultable :
http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr/19/dreal_lr_general.map
La fiche INSEE de la commune donne un ensemble d'informations. Cette fiche est consultable à :
http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/DEP/11/COM/DL_COM11190.pdf
Les éléments des captages d'eau sont consultables à :
http://www.ades.eaufrance.fr/ConsultationPELocalisation.aspx
Les données sur la précarité énergétique du département de l'Aude sont consultables à :
http://www.aude.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_sur_la_precarite_energetique_annee_2011_cle2e2fde.pdf
Les aides mobilisables de l'Agence nationale de l'Amélioration de l'Habitat sont explicitées à :
http://www.aude.gouv.fr/amelioration-de-l-habitat-anah-r250.html
Le guide de lutte contre la précarité énergétique, développé par l'ADEME, est consultable à :
http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=23210